

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
de la commune de VALENCIN
Séance du 8 Avril 2024**

L'an deux mil vingt-quatre, le huit du mois d'Avril à 19h30, le Conseil Municipal de la Commune de Valencin, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie de Valencin, au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Monsieur Bernard JULLIEN, Maire

Nombre de conseillers en exercice :	23	Date de convocation :	02/04/2024
Présents :	20	Date de publication	09/04/2024
Votants :	22		

Présents : M Bernard JULLIEN – M Pierre SERTIER – Mme Geneviève BEGOUEN-DEMEAUX – M Jean-Louis CIANFARANI – Mme Marie DALMAS – M Christophe SOULIER – Mme Audrey BLANCHON – M Guy DURAND – M Michel LAURENT – M Gilles DENIS – M Yves SERVANGE – Mme Christelle COURTHIAL – Mme Nathalie ZAMBARDI – M Daniel MOTA – Mme Céline GONZALEZ-THOLLIN – Mme Virginie CHRISTOPHE – Mme Fanny LAMOUCHE – Mme Andrée VACHER – M Christian TERSIGNI – M Christophe BADUFLE

Absents : M Ludovic HIRTH donne procuration à Mme Marie DALMAS – Mme Vanessa DEVAUX – Mme Véronique BOUCHARD donne procuration à M Christophe BADUFLE

Secrétaire : M Jean-Louis CIANFARANI

N° 18	<u>Délibération n° 2021-033</u>	Budget service de l'eau potable
		Remplacement d'une partie de la conduite d'eau potable sous la RD 53 Clôture de l'AP/CP

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire.

Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la 1^{ère} année puis reporter d'une année sur l'autre le solde.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité budgétaire.

Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement.

Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme et les crédits de paiement sont encadrés par des articles du CGCT et du code des juridictions financières.

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme.

Une autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (subvention, autofinancement, emprunt). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les autorisations de programme sont votées par le Conseil Municipal, par délibérations distinctes, lors du vote du budget ou de décisions modificatives.

La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement. De cette délibération, l'exécution peut commencer.

Les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du Conseil Municipal.

Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe du budget primitif, des décisions modificatives et du compte administratif.

En début d'exercice budgétaire, les dépenses d'investissement rattachées à une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées jusqu'au vote du budget (dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme).

Vu les articles L2311-3 et R2311-9 du CGCT portant définition des autorisations de programme et des crédits de paiement

Vu l'article l263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

Vu l'instruction codificatrice M49

Monsieur le Maire rappelle les travaux de remplacement d'une partie de la conduite d'eau potable sous la RD53 réalisés en 2023.

Les dépenses ont été financées par les subventions et l'autofinancement.

Il rappelle le détail de l'AP/CP ouverte en 2022 et révisé en 2023.

N° AP	Libellé	Montant AP	CP 2022		CP 2023
AP 2022-001	Remplacement d'une partie de la conduite d'eau potable sous la RD53	139 050€	Inscrit : 90 900€	Mandaté 129 099.55€	9 950.45€

Les travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement étant à ce jour achevés,

Le Conseil Municipal, par :

***18 Voix POUR**

***0 Voix CONTRE**

***4 Abstentions (M Christian TERSIGNI – M Christophe BADUFLE – Mme Andrée VACHER – Mme Véronique BOUCHARD)**

✚ **PREND ACTE** de l'actualisation de l'AP n°2022-001 au niveau des crédits de paiement 2023.

✚ **DECIDE DE CLORE** l'AP n°2022-001 relative au remplacement d'une partie de la conduite d'eau potable sous la RD53

N° AP	Libellé	Montant AP	CP 2022		CP 2023	
AP 2022-001	Remplacement d'une partie de la conduite d'eau potable sous la RD53	139 050€	Inscrit : 90 900€	Mandaté 129 099.55	Inscrit 9 950.45€	Mandaté 8 873.50€

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus par les membres présents.

Le Maire,
Bernard JULLIEN



Le secrétaire
Jean-Louis CIANFARANI

Pour copie conforme,
Valencin, le 09/04/2024

Transmis à la sous-préfecture
Le 09/04/2024